



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 10 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 février 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LIEBHERR-Mining Equipment Colmar SAS

49 rue Willi Liebherr
68000 Colmar

Références : 0006705447_2025_02_24_LIEBHERR_MINING_VIIC_Echeances
Code AIOT : 0006705447

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 février 2025 dans l'établissement LIEBHERR-Mining Equipment Colmar SAS, implanté 49 rue Willi Liebherr, 68000 Colmar. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

A l'occasion de la visite d'inspection du 30 mai 2024 portant sur le contrôle du respect d'une échéance précédemment fixée par l'inspection (visite d'inspection du 19 février 2021) et sur une action nationale relative aux risques d'incendie dans les entrepôts, il avait été constaté des faits caractérisés comme non-conformes qui avaient conduit à deux mises en demeure par arrêté préfectoral, les 5 et 11 juillet 2024.

Références réglementaires:

- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juillet 2024
- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juillet 2024

- Arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté préfectoral Complémentaire du 21 février 2020

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIEBHERR-Mining Equipment Colmar SAS
- 49 rue Willi Liebherr 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006705447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Liebherr Mining est une division de Liebherr spécialisée dans la conception et la production d'équipements de grande envergure pour l'industrie minière, tels que des pelles hydrauliques et des camions de transport. En matière d'ICPE, l'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 21 février 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées - gestion d'un événement accidentel	AP de Mise en Demeure du 11/07/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	État des matières stockées - besoins d'information de la population	AP de Mise en Demeure du 11/07/2024, article 2	Levée de mise en demeure
3	Réserves souples équipées de raccords tournants de diamètres 150 mm	AP de Mise en Demeure du 05/07/2024, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'occasion de la visite d'inspection du 30 mai 2024 portant sur le contrôle du respect d'une échéance précédemment fixée par l'inspection (visite d'inspection du 19 février 2021) et sur une action nationale relative aux risques d'incendie dans les entrepôts, il avait été constaté des faits caractérisés comme non-conformes qui avaient conduit à deux mises en demeure par arrêté préfectoral, les 5 et 11 juillet 2024.

L'objectif du présent contrôle était d'examiner les suites apportées à ces non-conformités. La visite d'inspection a mis en évidence un retour en conformité de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées - gestion d'un événement accidentel

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/07/2024, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 1.4.I de l'annexe 2 de l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé :

"L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1 - servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel

[...] Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

[...] Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

[...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire [...].

Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état [...].

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. [...]"

Constats :

Au cours de la visite d'inspection du 30 mai 2024, il avait été constaté :

- l'absence de prise en compte dans l'état des matières stockées de la présence de batteries et de produits présentant des mentions de dangers,
- l'absence de mise à jour quotidienne des stocks de matières dangereuses et de mise à jour hebdomadaire pour les autres matières stockées,
- l'absence d'un plan, hébergé dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées et permettant de localiser les différentes zones de stockage.

Lors du contrôle effectué en salle, l'exploitant a présenté à l'Inspection sa nouvelle application assurant le suivi de l'état des matières stockées.

Cet outil, adossé à l'inventaire des stocks (automatiquement mis à jour chaque nuit), permet d'extraire à la demande :

- un état de l'ensemble des matières stockées combustibles discriminé par zone de stockage,
- un état des matières stockées spécifique pour les produits présentant des mentions de dangers.

Une analyse conjointe de cette outil et de ses exports avec l'exploitant, a permis de constater que les états des matières stockées permettent désormais de consulter les quantités de matières combustibles et de produits présentant des mentions de dangers ou des risques particuliers pour la gestion d'un incendie (exemple : quantité de batteries stockées). Ces informations sont discriminées par zone de stockage.

L'Inspection constate également que ces états des matières stockées intègrent dorénavant un plan général de l'installation faisant apparaître et identifiant ces différentes zones de stockage.

<p>Concernant la mise à jour des états des matières stockées, en amont de la présente visite l'exploitant a transmis à l'Inspection ses états des matières stockées, datés des 19 et 20 février 2025. L'analyse comparative des quantités stockées sur ces deux périodes consécutives permet à l'Inspection de constater que ces états des matières stockées sont actualisés de manière quotidienne.</p> <p>Ces éléments n'appellent plus de remarque de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : État des matières stockées - besoins d'information de la population

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/07/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 1.4.I de l'annexe 2 de l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé :</p> <p>[...]</p> <p><u>2. répondre aux besoins d'information de la population</u></p> <p>Un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial en date du 30 mai 2024, l'exploitant avait informé l'Inspection ne pas être en possession d'un document synthétique et vulgarisé de son état des matières stockées afin de répondre aux besoins d'information de la population.</p> <p>Au cours de l'examen conjoint de l'état de matières stockées combustibles réalisé dans le cadre du contrôle du point 1 du présent rapport, l'Inspection constate que par conception, ce document, présentant les quantités présentes au sein de chaque zone de stockage, est suffisamment synthétique et vulgarisé pour répondre à la prescription susvisée.</p> <p>Ces éléments n'appellent plus de remarque de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Réserves souples équipées de raccords tournants de diamètres 150 mm

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/07/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 2 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.2.1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2020 susvisé :</p> <p>"L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie [...],</p>

notamment: d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a) Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, de diamètre nominal 150 (DN150) [...]"

Constats :

Lors de l'inspection du 30 mai 2024, il avait été constaté que les raccords tournants installés aux extrémités des systèmes d'aspiration équipant les deux réserves incendie étaient de diamètre 100 mm et non de diamètre 150 mm (DN 150).

En amont de la présente visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection la copie du rapport d'intervention établi par un prestataire externe, relatif à l'installation de nouveaux raccords tournants sur ses deux réserves incendie.

Au cours de la visite sur site, l'Inspection a visuellement constaté le marquage DN 150 sur les raccords tournants installés aux extrémités des cannes d'aspiration des deux réserves incendie.

Ces éléments n'appellent plus de remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure